



**Remarks by the Right Honourable Richard Wagner, P.C.
Chief Justice of Canada**

***Democracy, the Rule of Law and Independence*
at the Conference
organized by the Canadian Institute for the Administration of
Justice**

Thursday, November 20, 2025

PLEASE CHECK AGAINST DELIVERY / SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

[1] Thank you, Justice Willcock, for your kind introduction.

[2] Mesdames et messieurs, distingués invités, chers collègues. C'est pour moi un privilège d'être ici parmi vous aujourd'hui, et un honneur de prendre la parole sur un sujet qui touche aux fondements mêmes de notre démocratie.

[3] As lawyers and judges, we know the essential role we play in sustaining the rule of law and democracy, even when that role is not always understood by the public. I often think back to my early days as a young lawyer, and later, as a newly appointed judge. I remember the challenges we faced, both as a society and as a legal community. And while those challenges were great, I think we can all agree that the ones we face today are very different.

[4] Across the globe, we are witnessing new and troubling threats to the rule of law and judicial independence. The World Justice Project recently released its *2025 Rule of Law Index*, and the statistics are worrying. For the 8th year in a row, the rule of law has declined in most countries, and this decline is growing faster. We see attempts to politicize the courts, erode public confidence in our justice systems, and weaken the institutions that are the foundations of our democracies. These tactics are deeply concerning, though not unfamiliar. You can learn more about them in Professor Stanley's books, which I am sure you have all read, or after his speech yesterday, will all be reading soon!

[5] Yes, these are troubling times. But I stand before you today not only to sound the alarm, but to share a message of hope and resolve.

[6] Our duty as judges, as lawyers, and as members of the public is to come together in defence of our institutions. The rule of law is not for the benefit of judges, it exists for the benefit of the public. It matters to everyone who wants social and economic stability, and to everyone who wants their rights and freedoms to be respected. In other words, the rule of law matters to everyone.

[7] Mais qu'est-ce que la primauté du droit? Comme l'a si bien formulé le grand juriste britannique Lord Bingham, il s'agit d'un concept « largement invoqué, mais rarement analysé ». Pourtant, son principe fondamental est clair : la loi s'applique à tout le monde, sans exception. Nul n'est au-dessus de la loi : ni les juges, ni les politiciens, ni quiconque. Et tout autant, chacun est protégé par la loi et peut bénéficier

de ses garanties. Au Canada, notre Cour suprême reconnaît depuis longtemps la portée essentielle de ce principe. Nous l'avons qualifié de « postulat fondamental » de la structure constitutionnelle du pays.

[8] Cette citation est tirée de l'arrêt emblématique *Roncarelli c. Duplessis*, rendu en 1959. Dans cette décision, la Cour suprême a réaffirmé avec force que tout pouvoir public est assujéti à la loi, soulignant ainsi le rôle central de la primauté du droit dans notre démocratie. Il s'agit de l'un des jalons les plus marquants de notre jurisprudence. C'est pourquoi cette décision a été la première à être entièrement traduite dans le cadre de notre initiative récente visant à rendre les arrêts clés antérieurs à 1970 accessibles dans les deux langues officielles.

[9] Cette initiative s'inscrit dans un engagement plus large envers l'éducation juridique et la sensibilisation du public. La primauté du droit ne doit pas être l'apanage des juges et des juristes : elle concerne chacun d'entre nous. En tant que juges et juristes, nous avons le devoir de faire comprendre au public que ces principes ne sont pas abstraits. Ils façonnent leur quotidien. Comme l'a affirmé notre Cour, la primauté du droit garantit « aux citoyens et résidents une société stable, prévisible et ordonnée où mener leurs activités. Elle fournit aux personnes un rempart contre l'arbitraire de l'État ».

[10] We must also continue to affirm that the rule of law is for everyone within the state, not just its citizens. If the law does not protect everyone, then it protects no one. Every person subject to the power of the state must be shielded by

the law. The rule of law means that no one is above the law, but it also means that no one is beneath the law. If even one person can be subject to arbitrary state power without judicial oversight, then the rights of all are at risk.

[11] The rule of law is a foundational principle, but at its core, a very simple one. Upholding it is not just one of the roles of the judiciary. It may well be our most important responsibility.

[12] For that reason, judicial independence is essential to the rule of law. A dependent judiciary, beholden to the other branches of government, cannot perform its vital function in holding public power to account. But what do we mean when we say that the judiciary must be independent?

[13] L'indépendance judiciaire signifie que les juges doivent être libres de toute influence, qu'elle soit économique ou politique. Cette liberté ne s'exerce pas uniquement à l'égard du gouvernement, mais aussi face aux pressions de l'opinion publique. Si le droit doit évoluer pour refléter les changements sociaux, les tribunaux, eux, ne doivent jamais céder aux aléas du moment. L'indépendance judiciaire, tout comme la primauté du droit, n'est pas un privilège réservé aux juges : elle est une garantie offerte à la population. Elle assure que les décisions judiciaires sont rendues sur la base des faits et du droit, et uniquement sur cette base.

[14] À l'instar de la primauté du droit, l'indépendance judiciaire connaît un recul préoccupant à l'échelle mondiale. Le World Justice Project révèle que 61 % des pays à travers

le monde ont vu diminuer les limites imposées par le pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif. De plus, 62 % des systèmes de justice pénale et 67 % des systèmes de justice civile se montrent de plus en plus vulnérables à l'ingérence gouvernementale. Face à cette réalité, il nous revient d'être vigilants et de défendre avec détermination l'indépendance de la magistrature.

[15] Je suis fier du travail accompli au Canada pour préserver et renforcer cette indépendance. En 2019, j'ai signé, avec le ministre de la Justice et procureur général du Canada, *l'Accord visant à renforcer l'indépendance de la Cour suprême du Canada*. Cet accord réaffirme notre engagement commun envers un système de justice indépendant, accessible et efficace pour tous les Canadiens. En 2022, à titre de président du Conseil canadien de la

magistrature, j'ai conclu deux autres protocoles d'entente avec le gouvernement, en collaboration avec le commissaire Marc Giroux que je suis heureux de saluer parmi nous aujourd'hui. Ces ententes viennent consolider l'indépendance judiciaire et clarifier les rôles et responsabilités de chacun, notamment en matière de gouvernance judiciaire et de formation.

[16] As a symbol of the Canadian judiciary, the Supreme Court has also taken steps to highlight its independence. Our new heraldic emblems and flag, along with the events marking the Court's 150th anniversary, are more than ceremonial. They are expressions of our enduring commitment to justice, impartiality, and the rule of law.

[17] Transparency and accountability are vital to judicial independence. Public trust is essential. The rule of law is not

an abstract principle, and judges should not be faceless figures. We are human beings, and it is precisely our humanity that gives strength to our role.

[18] As Chief Justice, I have made it a priority to connect with Canadians and reveal the human face of the Court. As part of our 150th anniversary commemorations, we travelled across the country, meeting Canadians and sharing our work. Many of you here today contributed to these events, and I want to express my sincere gratitude. Your support has been instrumental in advancing our shared goal: to make justice and the work of the Court real, tangible, and accessible to all.

[19] Renforcer la confiance du public est essentiel à l'exercice de notre fonction judiciaire. Alors que les pressions et les défis auxquels nous sommes confrontés ne

cessent de croître, cette dimension de notre rôle devient de plus en plus cruciale.

[20] Il va de soi que les juges ne sont pas à l'abri de la critique. Les questions juridiques que nous devons trancher sont souvent complexes et sensibles. Les désaccords sont inévitables, et ils sont non seulement légitimes, ils sont essentiels. Le débat libre et éclairé sur les enjeux d'intérêt public constitue l'un des piliers d'une démocratie vivante et robuste.

[21] Toutefois, nous assistons de plus en plus à un phénomène préoccupant. Ce ne sont plus de simples critiques constructives à l'égard des décisions judiciaires, mais des attaques contre la légitimité même de l'institution judiciaire. Ces attaques ébranlent les fondements constitutionnels de notre démocratie. Elles cherchent à

présenter les juges comme des acteurs partisans, à délégitimer les ordonnances judiciaires, à affaiblir les processus de nomination, à restreindre le financement des tribunaux et à réduire leur compétence. Elles s'accompagnent d'une érosion des garanties juridiques fondamentales, notamment des droits procéduraux et des protections pour tous.

[22] Canadian courts remain among the most trusted institutions in our country. Canada ranks 13th out of 143 countries in the 2025 *Rule of Law Index*. But we must not be complacent. Our low rankings in accessible civil justice and delays in the system remind us that legitimacy is not static. It must be earned and maintained.

[23] Attacks on the independence and legitimacy of the judiciary are not just institutional concerns. They are

warning signs, the first steps toward dismantling the constitutional safeguards that protect our democracy.

[24] Nous ne devons pas attendre pour défendre nos institutions. Il nous faut agir de manière proactive, et le faire ensemble. La responsabilité de préserver la confiance du public envers nos institutions incombe à chacun d'entre nous : juges, avocats, universitaires, journalistes, politiciens et citoyens.

[25] La primauté du droit n'est pas une idée abstraite : elle prend vie à travers celles et ceux qui la défendent au quotidien. Elle repose sur des juges qui rendent des décisions claires et accessibles; sur des avocats qui plaident avec courage et intégrité; et sur des citoyens qui exigent transparence, équité et responsabilité. Ce sont ces engagements individuels qui, ensemble, donnent force et

sens à nos institutions démocratiques. Et je sais que toutes les personnes réunies ici aujourd'hui partagent cet engagement, non seulement en pensée, mais en action.

[26] As I said at the outset, I am here to share words of hope.

This event today is just one example of the kind of collaboration that is possible when we come together to defend our shared values and institutions. In times of political uncertainty and international tension, it is easy to forget how much we share in common with others across borders. Borders are not walls. They are bridges. And through solidarity and collaboration, we must stand united in defence of universal democratic values like the rule of law and judicial independence.

[27] Here in Canada, we have an important role to play. As

I have said many times before, Canada may not be an

economic or a political superpower, but we are, without a doubt, a democratic superpower. Our constitutional system and judiciary have inspired both emerging and established democracies around the world. We will continue to share and strengthen those foundations through international collaboration.

[28] Les attaques contre la primauté du droit et l'indépendance judiciaire échappent souvent à notre contrôle. Mais c'est par la collaboration que les démocraties perdurent. Nous comptons sur la coopération de nos collègues, tant au Canada qu'au-delà de nos frontières. En nous tenant ensemble, nous demeurons des bastions de justice, de liberté et de dignité.

[29] Je me réjouis de voir autant d'entre nous réunis aujourd'hui, animés par un engagement commun envers ces

idéaux. C'est avec optimisme et détermination que je me tourne vers le travail de solidarité et de collaboration qui nous attend, avec mes collègues d'un bout à l'autre du pays et à travers le monde. La tâche est lourde, mais notre détermination est à la hauteur du défi. Ensemble, nous avançons avec courage et conviction.

[30] We each have a role to play in defending the rule of law, judicial independence, and democracy. These principles are the foundation of our democracy, but they are not invincible, and they are not inevitable. In the words of Francis Bacon, “if we do not maintain justice, justice will not maintain us.” We must be diligent and courageous in protecting these principles. And looking around this room, I see many reasons for hope.

[31] Just a few weeks ago, at the ceremony held to mark the first opening of our Court's judicial year in almost 40 years, I called upon the Canadian legal community and the public to join us in defending our institutions. I was deeply gratified by the response from government representatives, from the legal profession, and from Canadians across the country. They shared our commitment to the rule of law. And I know that everyone here today shares that commitment as well.

[32] None of us is alone in this effort. As I said at the opening ceremony, and as I say again now to all of you: if we stand together firmly, faithfully, and fearlessly, the rule of law will prevail!

[33] Thank you. Merci.